

INTERNATIONAL • OTAN

L'intrusion russe dans l'espace aérien polonais met en lumière la faiblesse des moyens de l'OTAN pour lutter contre les drones

Si la Russie dément le caractère intentionnel de cet incident, les appareils, qui n'étaient pas armés, visaient, selon des experts, à tester les capacités de réaction des alliés. Une réponse qui s'est révélée inadéquate. Emmanuel Macron a annoncé, jeudi soir, envoyer trois Rafale en Pologne.

Par Chloé Hoorman et Elise Vincent

Publié le 12 septembre 2025 à 05h15, modifié le 12 septembre 2025 à 16h49

• Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Un système antidrone lituanien SkyWiper lors de l'exercice militaire international antidrone Baltic Trust 25 (BATT25) sur la base militaire de Selonia, près de Viesite (Lettonie), le 27 août 2025. GINTS IVUSKANS/AFP

Alors que le Conseil de sécurité des Nations unies doit se réunir, vendredi 12 septembre, pour évoquer la violation, dans la nuit de mardi à mercredi, de l'espace aérien de la Pologne par des drones soupçonnés d'avoir été tirés par la Russie, cet incident, le premier du genre depuis le début de la guerre en Ukraine, a révélé les grandes faiblesses de l'OTAN dans la lutte contre les drones. La mobilisation d'importants moyens aériens – dont des chasseurs, des avions-radars de type Awacs et des ravitailleurs – pour contrer la dernière salve, a mis au jour la flagrante inadéquation des capacités des alliés face à ce risque.

La décision du président français, Emmanuel Macron, jeudi soir, d'envoyer trois chasseurs Rafale en Pologne, ne devrait pas bouleverser la donne, pas plus que la mise à disposition, par la République tchèque et les Pays-Bas, de trois hélicoptères et de nouvelles batteries antiaériennes Patriot. « *En une nuit, des millions d'euros ont été dépensés en missiles pour abattre des drones d'une valeur de 100 000 euros au total. Combien de temps cela peut-il durer ?* », interroge un spécialiste des questions aériennes.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Pour mieux repérer d'autres éventuelles salves de drones, Varsovie a introduit, jeudi, des restrictions sur son trafic aérien. Ces mesures, en vigueur jusqu'au 9 décembre, visent les petits avions et les hélicoptères qui circulent à basse altitude, comme c'est souvent le cas des drones. D'autres décisions pourraient être prises dans les jours qui viennent, dans un contexte d'autant plus tendu que d'importants exercices militaires russe-biélorusses, baptisés « Zapad-2025 » (« ouest-2025 ») doivent

débuter, vendredi, en Biélorussie.

Lire aussi |  [Violation sans précédent de l'espace aérien polonais par des drones russes](#)



Ces décisions dépendent en partie des résultats de l'enquête lancée par le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte. Depuis le début de cette crise, la Russie dément tout caractère intentionnel à cet incident. Mais, selon le quotidien allemand *Die Welt*, qui a eu connaissance des premiers retours des investigations, la salve de drones ayant pénétré en Pologne était constituée de près de 25 appareils, et certains se dirigeaient droit vers l'une des principales bases de l'OTAN qui achemine l'aide à l'Ukraine.

Les débris retrouvés ne contenaient pas d'explosifs, mais les appareils visaient à tester la vitesse et les moyens de réaction des alliés, considèrent les experts. Selon nos informations, le 4 septembre, les alliés avaient déjà fortement hésité à détruire deux drones qui avaient pénétré dans l'espace aérien polonais, mais ils étaient repartis ensuite vers l'Ukraine.

Recourir à des solutions innovantes déployées en Ukraine

Jusqu'à présent, la défense sol-air des membres européens de l'OTAN a toujours été organisée en trois strates, avec des capacités de détection, d'identification et d'interception adaptées à différents types de menaces. Contre les missiles balistiques de très longue portée, la défense européenne s'appuie principalement sur le « bouclier » américain Aegis Ashore, qui comprend deux sites en Roumanie et en Pologne.

La défense sol-air de moyenne et longue portée repose pour beaucoup, quant à elle, sur les célèbres systèmes Patriot, dont sont dotés de nombreux pays, ou leur équivalent mis au point par la France et par l'Italie : le SAMP/T. Enfin, d'autres pays utilisent le Nasams, développé par les Norvégiens et les Américains : il sert notamment à protéger la ville de Washington.

Itinéraire des drones et missiles russes dans la nuit du 9 au 10 septembre



Pour intercepter des cibles aériennes à courte distance – quelques kilomètres –, l'arsenal occidental est relativement étouffé, avec toute une gamme de systèmes sol-air légers pouvant être portés à l'épaule, positionnés au sol ou montés sur des véhicules. Mais ils ne constituent pas, à ce jour, une « bulle » de défense étanche sur toutes les frontières de l'OTAN. Bien que l'Allemagne ait lancé, fin 2022, une importante initiative dénommée « Skyshield », visant à acquérir en commun ce type d'équipements très onéreux, ils sont d'abord conçus pour de la défense antimissile – l'autre menace qui a explosé depuis le début de la guerre en Ukraine – pas pour intercepter des salves de drones.

Lire aussi |  [L'OTAN face au dilemme de la multiplication des provocations militaires russes après l'incursion de drones en Pologne](#)



Si des systèmes antidrones existent pour protéger des infrastructures de la taille d'une base militaire, d'un stade – comme lors des Jeux olympiques 2024 – ou d'un groupe de soldats, à l'échelle d'une frontière entière, les alliés sont aujourd'hui contraints de s'en remettre à leur aviation de chasse avec des missiles embarqués, comme ce fut le cas en Pologne. « *Depuis la fin de la guerre froide, l'idée des alliés a toujours été d'intercepter les projectiles avant qu'ils n'arrivent sur leur territoire, ce qui explique qu'ils aient longtemps peu investi dans la DAS [défense sol-air dans le jargon militaire]* », souligne un expert.

Pressés par l'urgence, les états-majors occidentaux pourraient donc être tentés d'avoir recours à des solutions plus rudimentaires mais innovantes déployées aujourd'hui en Ukraine. Baptisées « Sky

Fortress » ou « Zvoook » (« son », en ukrainien), elles reposent sur le déploiement de milliers de « capteurs acoustiques » sur de vastes étendues de territoire, notamment dans l'ouest du pays, capables de détecter le bruit émis par les drones. Elles fonctionnent avec des poteaux de moins de deux mètres de hauteur, au sommet desquels est placé un capteur qui envoie les données à un système centralisé. Lui-même prévient ensuite des unités sur le terrain.

Combiner des moyens nouveaux et traditionnels

Le coût unitaire de ces antennes ne dépasse pas quelques centaines de dollars, selon des chiffres communiqués par les Ukrainiens. L'ensemble du réseau coûterait ainsi à peine plus cher qu'un seul missile Patriot (soit 3,4 millions d'euros, pour la version la plus récente). Le système a été adoubé par les Américains qui l'ont déjà testé sur la base de Ramstein, en Allemagne. Reste à savoir si les alliés seraient prêts, comme les Ukrainiens, à déployer sur le terrain des soldats équipés de grosses mitrailleuses montés sur des camions pour faire la chasse aux drones.

Cette solution a aussi été testée récemment à grande échelle en Estonie par l'OTAN. « *Quelque 600 capteurs acoustiques ont été achetés à l'Ukraine. Depuis, quatre pays sur 32 alliés se sont montrés intéressés et sont en discussion* », détaille au *Monde* l'amiral français Pierre Vandier, à la tête du commandement chargé des questions d'innovation au sein de l'Alliance, notamment de l'intégration des évolutions technologiques expérimentées par les Ukrainiens.

Dans le domaine des intercepteurs de drones, l'OTAN a aussi identifié un certain nombre de systèmes disponibles sur le marché. « *Il n'y a toutefois pas de solution magique* », prévient l'amiral, qui estime que l'efficacité viendra de la combinaison des moyens nouveaux et traditionnels, comme les avions, et de la taille de l'enveloppe financière qui y sera accordée. Dans ce cadre, les alliés pourraient avoir à s'entendre sur de nouvelles règles d'engagement, un processus lourd qui nécessite l'aval des hautes instances de l'Alliance.

Lire aussi |  [En Pologne, le retour de la menace russe](#)



Face à l'urgence, le financement d'une première solution a néanmoins été retenu, mardi, par la Commission européenne. Ce système, appelé « Wall of Drones », consiste à prépositionner plusieurs dizaines de drones dans un site vulnérable (base militaire, usine, etc.) et à les mettre en vol de manière simultanée en cas de repérage d'un engin menaçant. « *Les appareils forment alors une forme de barrage autour du site, se mettent sur la trajectoire du drone et, par simple contact, sont à même de le détruire* », reprend l'amiral qui a dirigé des tests sur le sujet.

La Lituanie est le premier pays européen à avoir annoncé, en juillet, qu'elle allait déployer « Sky Fortress », en 2026. Le ministère de l'intérieur lituanien a également fait savoir, à la suite de l'incursion de drones en Pologne, que les Lituaniens seraient désormais prévenus de toute irruption d'un objet dangereux dans leur espace aérien, à la fois par des notifications sur leur téléphone portable et par des sirènes. En juillet, deux drones de type « Gerbera » avaient pénétré le ciel de Vilnius depuis la Biélorussie. L'un d'eux transportait deux kilogrammes d'explosifs.

Rectificatif. *Les drones abattus dans la nuit de mardi à mercredi, de type Shahed, ne valaient pas 100 000 euros chacun, mais environ 100 000 euros à eux deux.*

Chloé Hoorman et Elise Vincent